



Dépêche No. 652 | 12 juin 2023

Les Guinéens ont-ils des aspirations politiques contradictoires ?

Dépêche No. 652 d'Afrobarometer | Aliou Barry

Résumé

Premier pays indépendant de l'Afrique francophone en 1958, la Guinée a toujours été considérée comme pays stable dans la sous-région. Pourtant, elle a connu trois coups d'Etats militaires et reste politiquement fragile. L'histoire socio-politique de la Guinée, de l'indépendance à nos jours, suscite des réflexions sur le type de régime que désirent les citoyens du pays.

La Guinée a amorcé une nouvelle période de transition depuis que les militaires ont renversé le 5 septembre 2021 le Président Alpha Condé, qui organisa quelques mois avant un référendum constitutionnel pour sauter le verrou de la limitation des mandats à deux contre la volonté des Guinéens. La nouvelle du coup d'Etat fut accueillie par des scènes de liesse dans tout le pays, y compris la Haute-Guinée, qui est le fief du président déchu (Zounmenou, 2021).

En mai 2022, les militaires au pouvoir annoncèrent trois ans comme durée de la transition. Après évaluation de cette proposition par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une durée de 24 mois a été retenue et a pris effet le 1er janvier 2023.

La plus récente enquête d'Afrobarometer met en lumière les aspirations politiques des Guinéens ainsi que leurs perceptions sur le fonctionnement de la transition.

Il ressort que la majorité des citoyens soutiennent la démocratie aux dépens de toute autre forme de gouvernement et rejettent les alternatives autoritaires y compris les gouvernements militaires. Ils disent préférer les élections comme le meilleur moyen pour choisir les leaders, mais trouvent légitime que l'armée prenne le contrôle du pays quand les leaders élus abusent de leur pouvoir en cherchant leurs propres intérêts.

La majorité des Guinéens approuvent les performances du président de la transition dans l'exercice de ses fonctions et sont pour un maintien de la limitation des mandats présidentiels dans la nouvelle Constitution.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Guinée, conduite par Stat View International, s'est entretenue avec 1.200 adultes guinéens en août 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de

confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Guinée en 2013, 2015, 2017 et 2019.

Résultats clés

Les aspirations politiques :

- Deux tiers (67%) des Guinéens disent préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement.
- La majorité des citoyens guinéens rejettent la dictature (78%), la règle du parti unique (77%) et les gouvernements militaires (57%).
- Trois quarts (75%) des répondants soutiennent les élections comme le meilleur moyen pour choisir les dirigeants.
- Cependant, 68% pensent qu'il est légitime que l'armée prenne le contrôle du pays quand les gouvernants abusent du pouvoir pour leurs propres intérêts.
- Une forte majorité (79%) des citoyens guinéens ne sont pas satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays.

La transition :

- La majorité des Guinéens soutiennent que le Conseil National de la Transition devrait décider des lois (76%) et veiller à ce que le Président de la Transition lui rende régulièrement compte (71%).
- Plus de la moitié (54%) des Guinéens approuvent la performance du Président de la Transition dans l'exercice de ses fonctions.
- Un sur deux Guinéens (49%) trouvent que la durée de la transition fixée à deux ans est longue, 37% pensent qu'elle est raisonnable tandis que 13% estiment qu'elle est courte.
- Plus des trois quarts (78%) des Guinéens sont pour le maintien de la limitation des mandats présidentiels dans la nouvelle Constitution.

La démocratie en Guinée

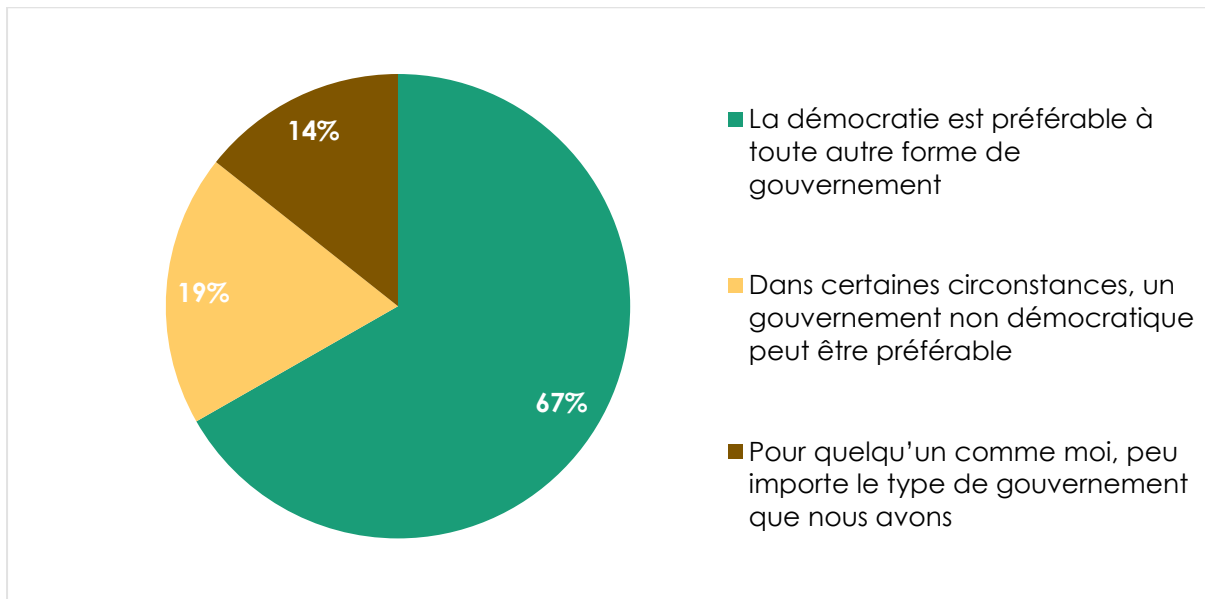
Les Guinéens ont des aspirations démocratiques contradictoires. Ils soutiennent les pratiques de gouvernance démocratiques aux dépens des autres alternatives mais ont un faible pour la prise du pouvoir par l'armée.

En effet, la majorité d'entre eux disent préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement (67%) (Figure 1) et rejettent les alternatives autocratiques telles que la dictature (78%), la règle du parti unique (77%) ainsi que le gouvernement militaire (57%) (Figure 2).

Aussi, ils sont trois quarts (75%) à soutenir que leurs dirigeants devraient être choisis à travers des élections régulières, libres et transparentes (Figure 3).

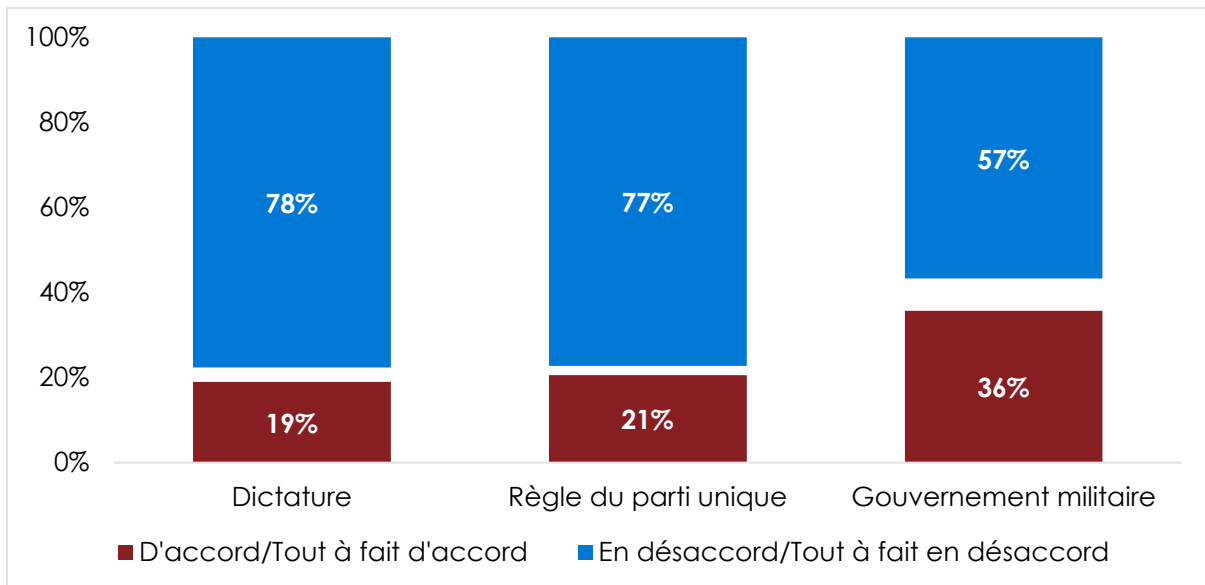
Cependant, ils sont une large majorité (68%) à soutenir qu'il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts (Figure 4).

Figure 1 : Soutien à la démocratie | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion ?

Figure 2 : Rejet des alternatives autocratiques | Guinée | 2022



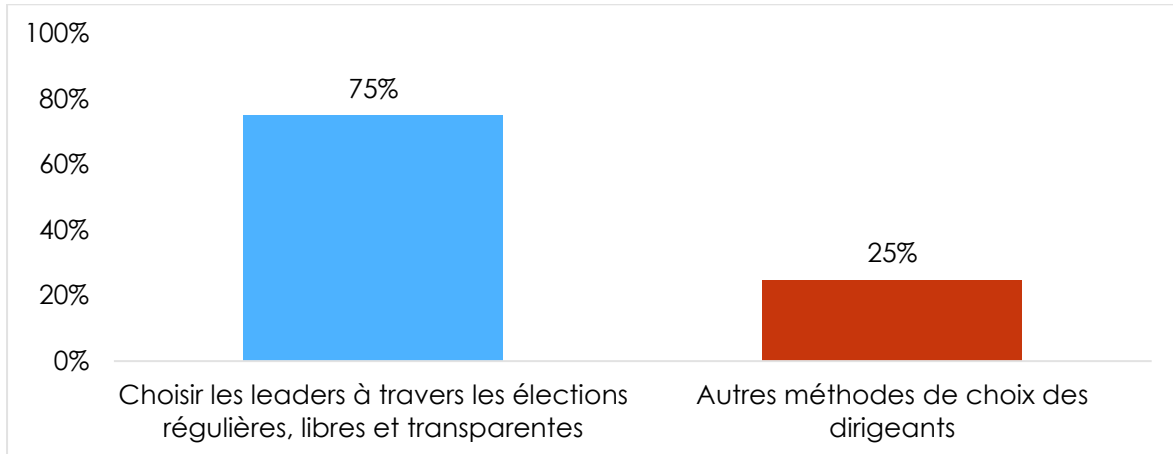
Questions posées aux répondants : Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes :

Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner ?

L'armée intervient pour diriger le pays ?

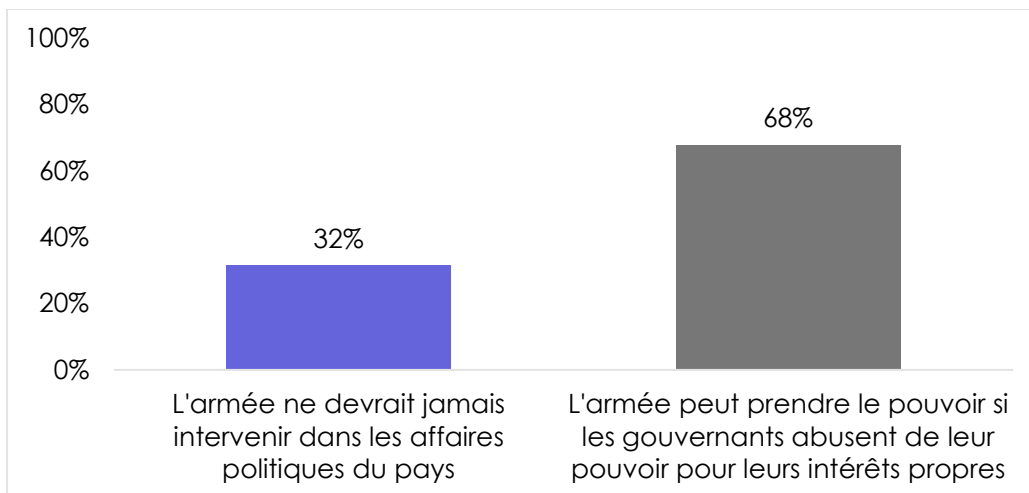
Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse tout décider ?

Figure 3 : Soutien aux élections comme meilleur moyen pour choisir les leaders
 | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle de ces affirmations est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes.
 Affirmation 2 : Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

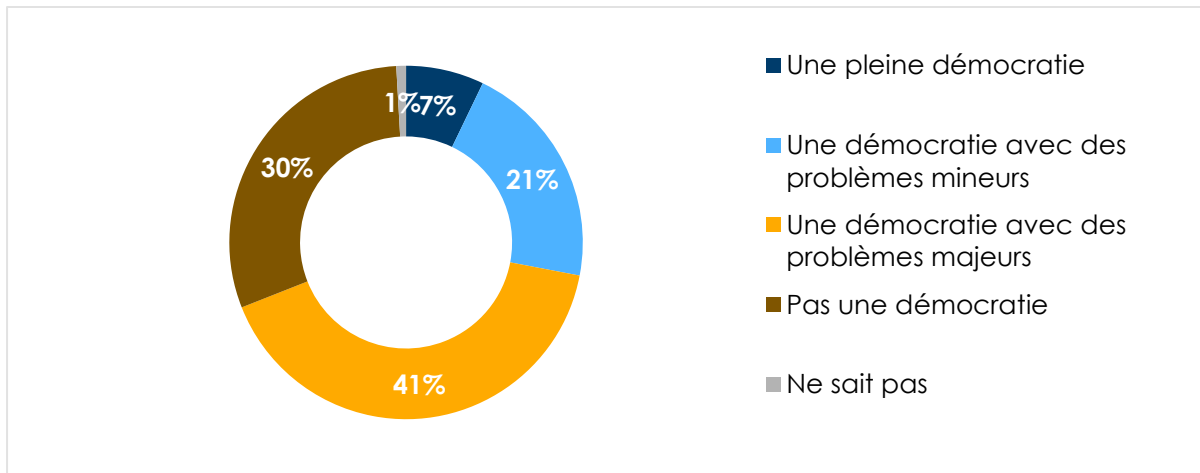
Figure 4 : Intervention de l'armée en politique | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle de ces affirmations est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Les forces armées guinéennes ne devraient jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.
 Affirmation 2 : Il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Lorsqu'il s'agit d'apprécier le niveau de démocratie dans leur pays, sept Guinéens sur 10 (71%) disent que la Guinée n'est « pas une démocratie » (30%) ou est une « démocratie avec des problèmes majeurs » (41%) (Figure 5). Seule une minorité (28%) d'entre eux estiment que la Guinée est une « pleine démocratie » (7%) ou une « démocratie avec des problèmes mineurs » (21%).

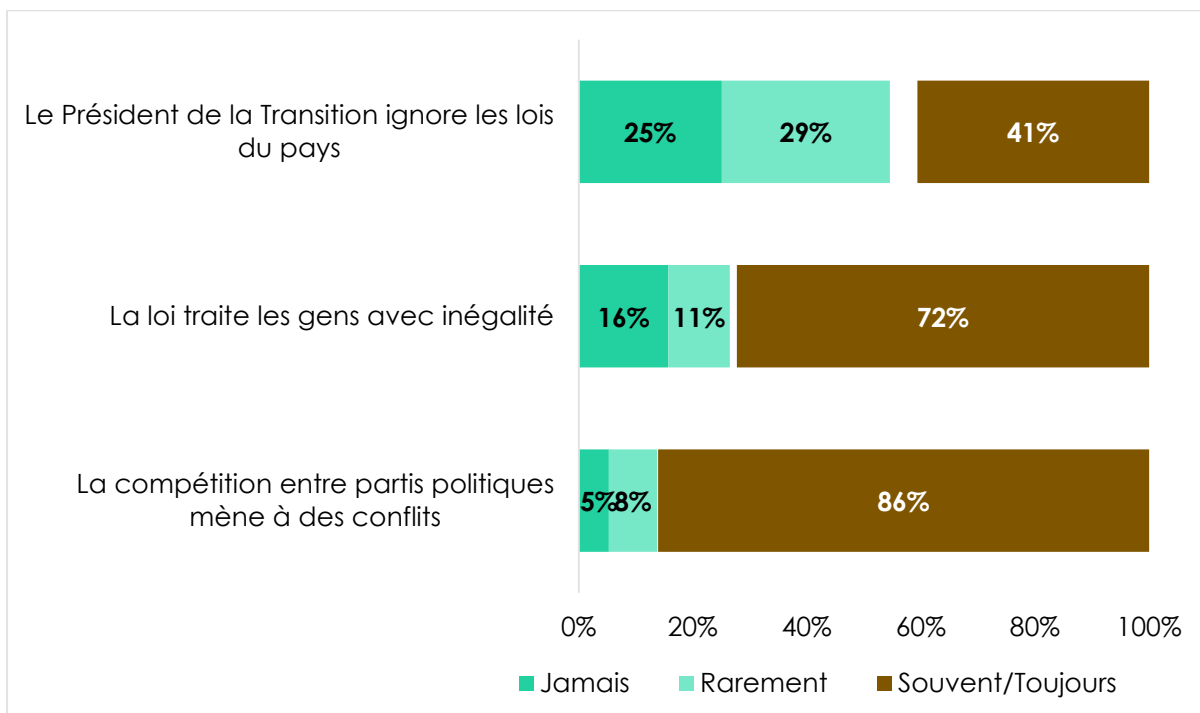
Figure 5 : Niveau de la démocratie | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : A votre avis, quel est le niveau de la démocratie en Guinée aujourd'hui ?

Cette démocratie s'exerce avec son cortège d'incidents. De fortes majorités de Guinéens estiment que la compétition entre les partis politiques mène « souvent » ou « toujours » à des conflits violents (86%) et que les gens sont inégalement traités par la loi (72%) régulièrement. Egalement, une importante proportion (41%) des répondants disent que le Président de la Transition ignore les lois du pays « souvent » ou « toujours » (Figure 6).

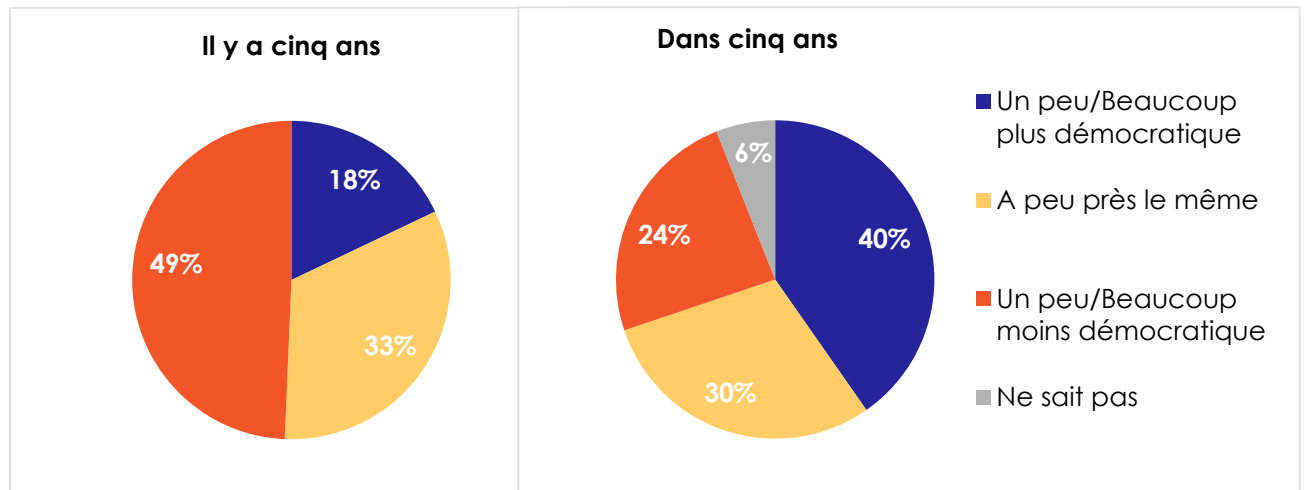
Figure 6 : Problèmes de démocratie | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que :
 La compétition entre partis politiques conduit-elle à des conflits violents ?
 Les gens sont traités inégalement devant la loi ?
 Le Président de la Transition ignore-t-il les tribunaux et lois de ce pays ?

Comparativement au passé, moins d'un cinquième (18%) de Guinéens estiment que leur pays est « un peu plus démocratique » ou « beaucoup plus démocratique » qu'il y a cinq ans. Ils sont plus nombreux (40%), mais pas majoritaires, à garder l'espoir pour une Guinée plus démocratique dans les cinq prochaines années (Figure 7).

Figure 7 : Niveau de la démocratie par rapport au passé et au futur | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : Pensez-vous que ce pays est plus démocratique, moins démocratique ou à peu près le même qu'il ne l'était il y a cinq ans ? Pensez-vous que dans cinq ans, ce pays sera plus démocratique qu'il ne l'est maintenant, moins démocratique, ou à peu près la même chose ?

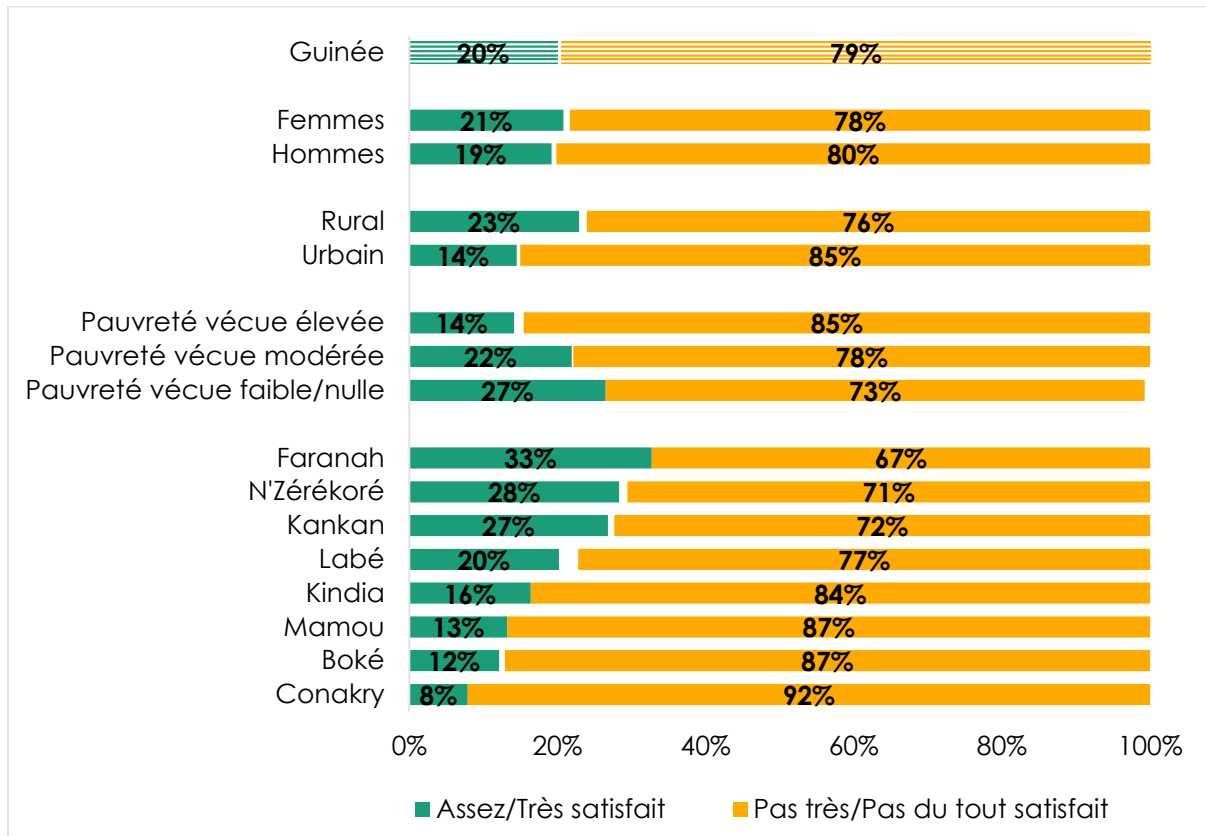
Quant à la manière dont la démocratie fonctionne dans le pays, huit Guinéens sur 10 (79%) se disent insatisfaits (Figure 8).

Le pourcentage des Guinéens qui ne sont pas contents du fonctionnement de la démocratie dans leur pays est plus élevé chez les répondants résidant à Conakry (92%) et dans les régions de Boké (87%), Mamou (87%) et Kindia (84%) que dans les autres régions du pays. De la même manière, les citadins (85%) et les non nantis (85%)¹ sont plus insatisfaits que les ruraux (76%) et les mieux nantis (73%-78%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 8 : Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie | par groupe démographique | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne en Guinée ?

La transition

La Guinée traverse une période transitoire depuis la prise du pouvoir par les militaires en septembre 2021. De nouvelles institutions ont été mises en place pour la continuité de l'Etat et pour un retour à l'ordre constitutionnel dans deux ans. Quelles sont les perceptions et les attentes des Guinéens à l'issue de cette transition ?

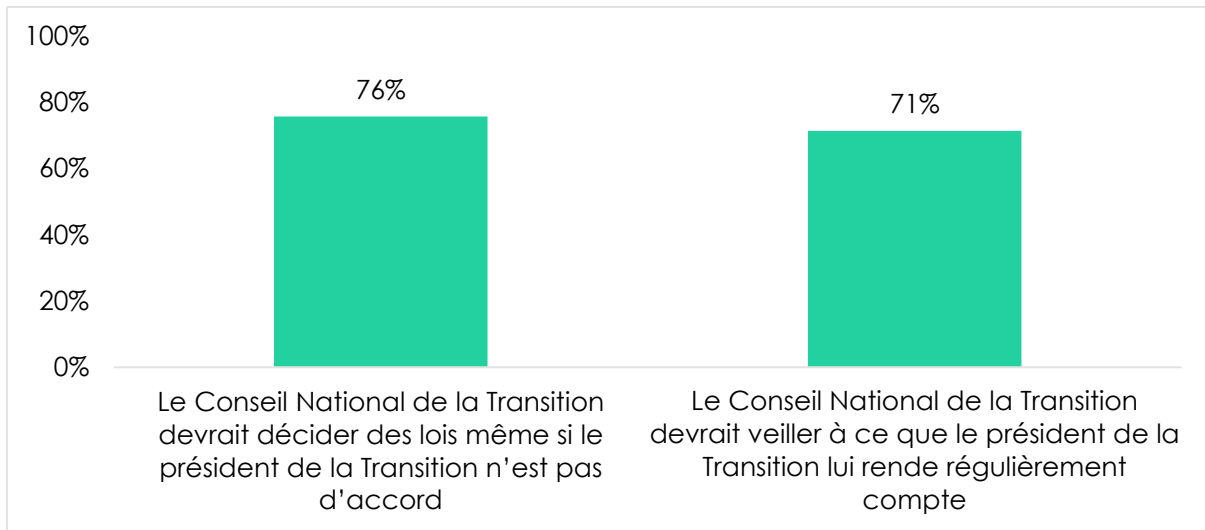
Selon une large majorité des Guinéens, le Conseil National de la Transition est l'institution habilitée à élaborer les lois (76%) et devrait veiller à ce que le Président de la Transition lui rende régulièrement compte (71%) (Figure 9).

Cependant, près de six Guinéens sur 10 (58%) pensent que les Conseillers Nationaux de la Transition n'écourent « jamais » ce que les citoyens ont à leur dire, en plus de 24% qui disent qu'ils le font « quelques fois seulement » (Figure 10).

Plus de la moitié (54%) des citoyens guinéens approuvent la performance du Président de la Transition dans l'exercice de ses fonctions, tandis que celle du Conseil National de la Transition les divise (47% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » vs. 45% « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord ») (Figure 11).

La moitié (49%) des Guinéens trouvent la période de transition « longue » ou « très longue », 37% la trouvent raisonnable pendant que 13% disent qu'elle est « courte » ou « très courte » (Figure 12).

Figure 9 : Rôles du Conseil National de la Transition | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les Conseillers Nationaux de la Transition ou CNT représentent le peuple ; ils devraient donc décider des lois pour ce pays même si le Président de la Transition n'est pas d'accord.

Affirmation 2 : Puisque le Président de la Transition nous représente tous, il devrait établir des lois sans se soucier de l'opinion du Conseil National de la Transition.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

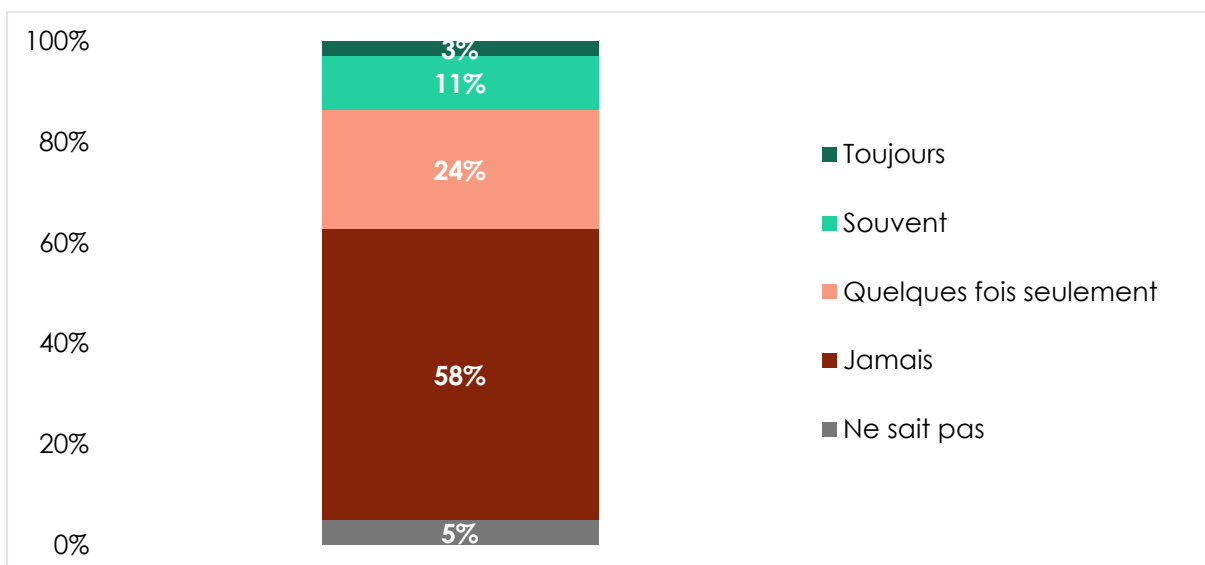
Affirmation 1 : Le Conseil National de la Transition ou CNT devrait veiller à ce que le Président de la Transition lui rende régulièrement compte de l'usage que fait son gouvernement de l'argent des contribuables.

Affirmation 2 : Le Président de la Transition devrait se concentrer entièrement sur le développement du pays au lieu de perdre son temps à justifier ses actions.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

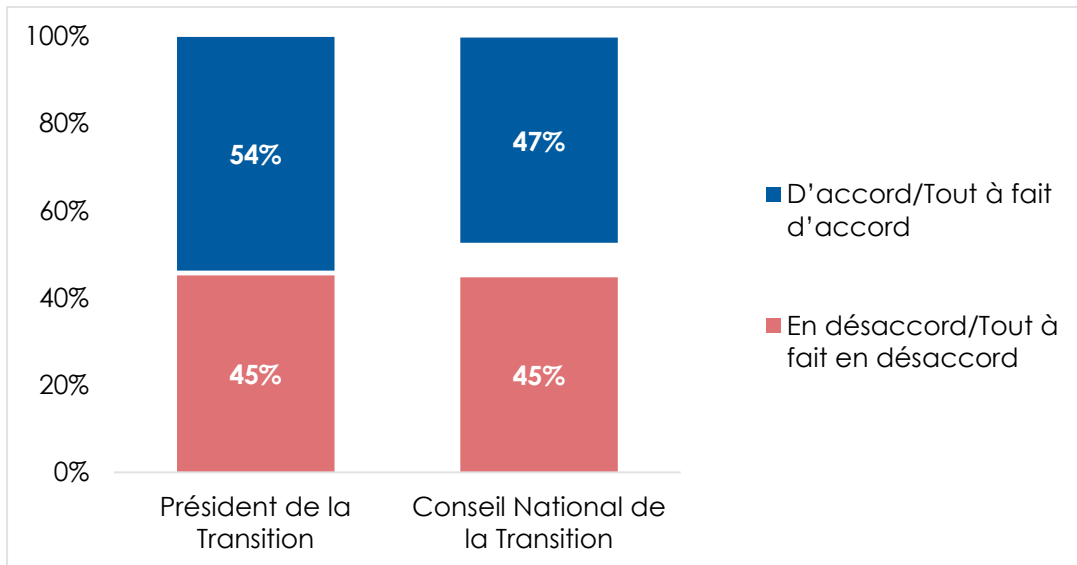
Figure 10 : Les Conseillers Nationaux de la Transition écoutent-ils le peuple ?

| Guinée | 2022



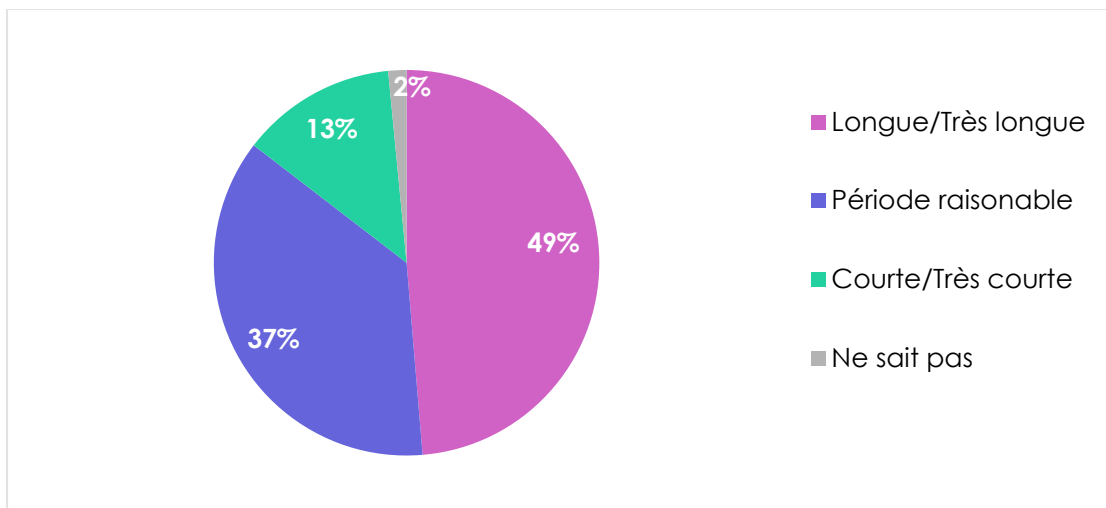
Question posée aux répondants : Combien de fois pensez-vous que les personnes suivantes font de leur mieux pour écouter ce que des gens comme vous avez à leur dire : Les Conseillers Nationaux de la Transition ?

Figure 11 : Performance du Président et du Conseil National de la Transition | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Le Président de la Transition ? Les Conseillers Nationaux de la Transition ou CNT ?

Figure 12 : Opinion sur la durée de la transition | Guinée | 2022

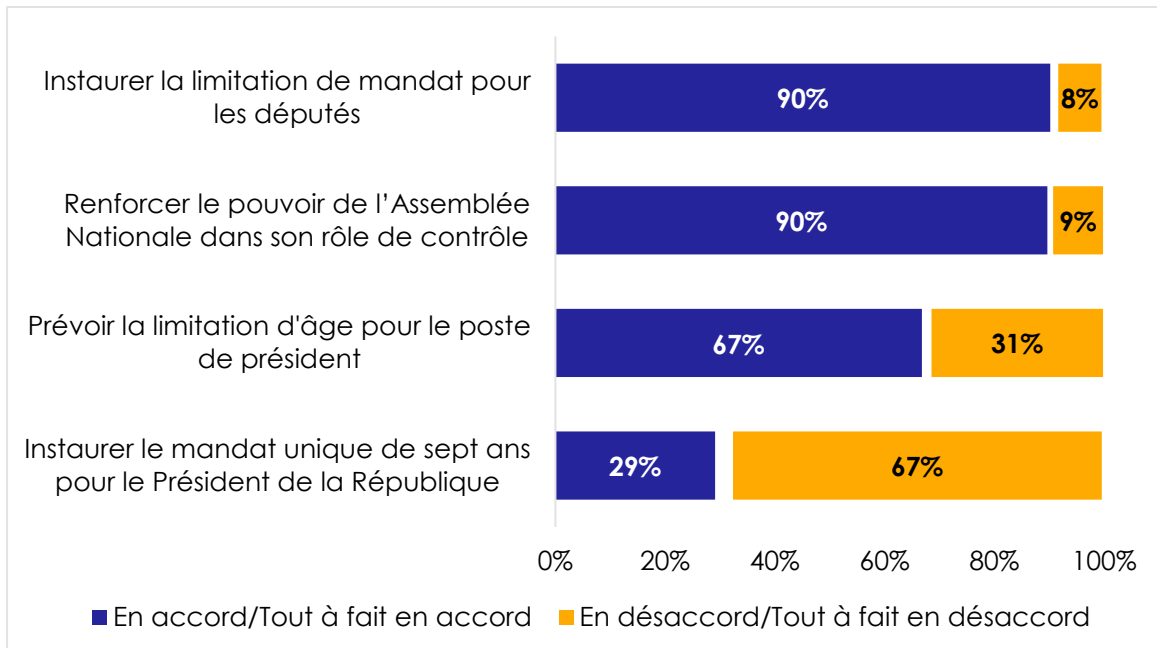


Question posée aux répondants : A votre avis, diriez-vous que la période de la transition vers un gouvernement civil est longue, courte ou raisonnable ?

Les Guinéens se sont également prononcés sur les dispositions qui doivent être prévues dans la nouvelle Constitution. La majorité parmi eux sont favorables à l'instauration de la limitation de mandats pour les députés (90%), au renforcement du pouvoir de l'Assemblée Nationale dans son rôle de contrôle de l'action gouvernementale (90%) et à la limitation de l'âge pour le poste de président (67%) mais sont contre l'instauration du mandat unique de sept ans pour le Président de la République (67%) (Figure 13).

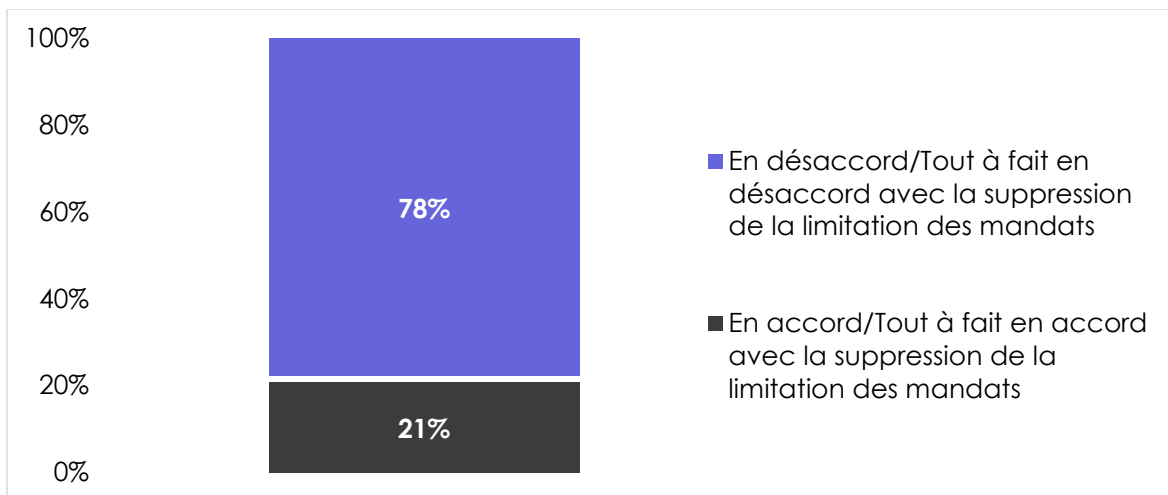
Par ailleurs, près de huit répondants sur 10 (78%) sont pour le maintien de la limitation des mandats présidentiels dans la nouvelle Constitution (Figure 14).

Figure 13 : Opinions sur les dispositions de la nouvelle Constitution | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec chacune des dispositions suivantes à prévoir dans la nouvelle Constitution guinéenne ?

Figure 14 : Soutien au maintien de la limitation des mandats | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec la disposition suivante à prévoir dans la nouvelle Constitution guinéenne : Supprimer la limitation des mandats ?

Conclusion

Les Guinéens expriment des opinions paradoxales à l'égard de la gouvernance politique. Ils disent préférer la démocratie, rejettent les alternatives autoritaires y compris les régimes militaires, et sont favorables aux élections comme moyen pour choisir leurs leaders. Mais en même temps ils soutiennent la prise du pouvoir par l'armée en trouvant que c'est légitime si les leaders élus abusent de leur pouvoir. Globalement, ils ne sont pas contents de la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays.

Pour le bon fonctionnement de la démocratie, les Guinéens plaident pour le renforcement des prérogatives de l'Assemblée Nationale tout en limitant le nombre de mandats des députés. Ce renforcement du pouvoir de contrôle parlementaire pourrait empêcher les gouvernants d'abuser de leur pouvoir, évitant ainsi une intervention éventuelle de l'armée dans les affaires politiques du pays. Les Guinéens attendent également à l'issue de la période de la transition que la limitation des mandats présidentiels à deux soit maintenue dans la nouvelle Constitution.

Références

- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Ndiaye, A. (2022). Guinée Conakry : La Cédéao et le gouvernement s'accordent sur une transition de 24 mois. Agence Anadolu. 22 octobre.
- Zounmenou, D. (2021). La Guinée peut-elle éradiquer les coups d'État de sa culture politique ? Institut d'Etude de Sécurité.

Aliou Barry est le directeur général de Stat View International, le partenaire national d'Afrobarometer en Guinée. Email : aliou.newton@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 652 d'Afrobarometer | 12 juin 2023